



SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRÉSENTATION SUISSE

in/à Tel Aviv

LOB S1 ANA			
6.5.			
LOB			
EDA	06.05.93	17	
Ref.	P. B. 75. 21.		

Coopér- au développement
DDA, Aide humanitaire
DDIP, Section des droits de l'homme

Ihr Zeichen
Votre référence

Ihre Nachricht vom
Votre communication du

Unser Zeichen
Notre référence

Datum
Date

350.11/BI/DO

05.05.1993

Gegenstand / Objet

ISRAEL: La fermeture des territoires
occupés, un drame de plus pour les
palestiniens

Les palestiniens des territoires occupés vivent leur sixième semaine de siège économique. Depuis les 29 (Gaza) et 30 mars derniers (Cisjordanie) le gouvernement israélien a interdit toute entrée d'habitants de territoires en Israël et à Jérusalem-Est. Il a légèrement assoupli depuis lors sa politique mais la situation demeure dramatique pour les deux millions de palestiniens confinés, vraisemblablement pour longtemps, à l'intérieur des frontières de 1967.

1. Un succès politique intérieur pour le gouvernement Rabin
Depuis la guerre du Golfe (42 jours de fermeture) la ligne verte était devenue à nouveau perméable pour 60'000 travailleurs palestiniens (40'000 légaux et 20'000 illégaux). Si la moitié seulement de ceux qui travaillaient en Israël avant 1991 avaient pu reprendre le chemin de leur emploi (120'000 passages quotidiens auparavant), les revenus rapportés dans les territoires étaient d'autant plus essentiels que les fonds en provenance de l'OLP avaient fondu comme neige au soleil en deux ans.



- 2 -

La vague d'attentats contre des juifs, attentats aveugles pour quelques cas, très ciblés pour les autres, qui s'était amplifiée depuis décembre dernier (expulsion des 415 déportés au Sud-Liban) et qui culmina avec 15 morts en mars, donna au gouvernement Rabin le prétexte dont il avait besoin pour franchir une étape à laquelle vraisemblablement jamais le Likoud n'aurait osé songer. En fermant les territoires, Rabin rassurait la population israélienne, regagnait sa confiance après dix mois de doute croissant, plaçait le Likoud et l'opposition de droite en situation difficile et, surtout, franchissait un pas - définitif, dit le gouvernement - vers la séparation entre Israël et les territoires occupés. Il tirait ainsi les conclusions d'une situation que la gauche israélienne avait analysée depuis longtemps: l'annexion des territoires et leur intégration à Israël, est impossible, Eretz Israël est un mythe périmé, la séparation des deux communautés est inéluctable, poursuivons donc son processus jusqu'au bout.

Si le concept de base paraît intéressant et réaliste, son application souffre une fois de plus de défauts majeurs. Pour le succès d'une idée, on sacrifie le quotidien. C'est ce que M. Beilin a dit il y a dix jours à l'ambassadeur Reimann quand il affirmait que les violations des droits de l'homme étaient évidentes dans les territoires - car il n'y a pas de "bon" occupant - mais que l'objectif au bout du tunnel, la paix, était plus important que les problèmes humanitaires qu'elle provoque. De plus, et comme presque toujours ici, les décisions se prennent unilatéralement, sans discussion avec les palestiniens, sans tenir compte de leurs intérêts qui pourraient, à terme, être aussi ceux d'Israël.

2. Conséquences pratiques

A la lecture des quelques textes qui figurent en annexe,

dont l'un de la très vaticane université de Béthléhem, on se rend compte des difficultés et complications que vivent les palestiniens et qui s'ajoutent à celles qui déjà jalonnent leur vie quotidienne.

- les revenus directs des travailleurs palestiniens en Israël et dans les colonies juives des territoires (où ils ne peuvent plus exercer leur métier non plus) étaient estimés à 2 - 2,5 millions de dollars quotidiennement, dont 750'000 dollars pour Gaza. Ces revenus font vivre environ 35 % de la population palestinienne (entre 48 et 52 % à Gaza, Djenine, Tulkarem et Qualkilya, 36 % à Ramallah, 17 % à Naplouse). En laissant passer à nouveau 10'000 personnes par jour, le gouvernement Rabin a donc réduit de 75 % le revenu de cette tranche de population. Ces pertes touchent surtout ceux qui ne possèdent pas de terre, soit 100 % de la population réfugiée, 96 % des habitants de Gaza, 30 % de ceux de Cisjordanie. Elles provoquent déjà des situations de crise qui ont obligé l'UNWR à distribuer à nouveau de la nourriture aux familles les plus touchées.
- les effets économiques indirects furent immédiats: baisse de la consommation dans les territoires (surtout viande, ameublement, machines électriques), licenciements, faillites après un mois seulement, difficultés bancaires par insolvabilité des débiteurs, hausse des prix de tous les produits importés (entre 60 et 90 % pour les engrais, les produits chimiques et pharmaceutiques, nourriture pour animaux etc.), croissance très forte du chômage. Seuls les prix des produits alimentaires cultivés sur place diminuèrent. Ils s'effondrèrent même, laissant les producteurs

sans motivation pour la cueillette (citrons, tomates, fraises, oranges, fleurs coupées, produits maraichers).

- la coupure totale entre Gaza et la Cisjordanie et celle, partielle, entre le nord et le sud de la Cisjordanie provoque des perturbations dans la distribution des produits alimentaires, empêche les exportations de Gaza vers la Jordanie, rend très difficile les déplacements professionnels ou familiaux internes et perturbe les systèmes médicaux et éducatifs (élèves, professeurs, médecins, avocats, nurses, personnel technique ne peuvent plus rejoindre leur lieu de travail s'il est situé de part et d'autre de Jérusalem, ou en Cisjordanie pour les gazéens).

3. L'isolement de Jérusalem-Est

En interdisant presque complètement l'entrée de Jérusalem-Est aux habitants de Cisjordanie, le gouvernement israélien renforce sa main mise sur la partie palestinienne de la ville. Il souhaite ainsi accélérer son israélisation avant que cette question intouchable ne soit abordée à la table des négociations de Washington. Jérusalem est pour la Cisjordanie, et en partie pour Gaza aussi, son centre religieux, culturel, social, bancaire et administratif. 25'000 cisjordaniens venaient travailler quotidiennement en ville. Elle abrite les deux principaux hôpitaux palestiniens, Maquasseh et Augusta Victoria, ce dernier étant le seul habilité à traiter les réfugiés de l'UNWRA, ainsi que la seule clinique ophtalmologique de Palestine. Pour les musulmans et les chrétiens, Al Aksa et le Saint Sépulcre sont les lieux de prière dans lesquels ils se rendent régulièrement. Le texte figurant en annexe et émanant de toutes les églises chrétiennes donne un bon exemple des frustrations endurées par les croyants.

Les autorités israéliennes ont entamé à grande vitesse la construction d'une route reliant le nord et le sud cisjordanien sans toucher Jérusalem. Elle rallonge actuellement de deux heures le parcours Ramallah - Béthléhem puisqu'elle passe près de Jéricho. Elle manifeste clairement la volonté israélienne de poursuivre la politique des faits accomplis et d'isoler Jérusalem-Est de son arrière pays.

4. Les improvisations israéliennes

Le gouvernement israélien a annoncé, il y a deux semaines et à grand renfort de publicité, qu'il allait investir 300 mio. de shekels (110 millions de dollars) dans les territoires occupés pour réduire la tension qui y règne. Il fait aussi régulièrement appel à la communauté internationale en lui demandant d'investir à Gaza ou en Cisjordanie.

Personne n'est dupe de cette campagne. L'infrastructure, dont le développement incombe à la puissance occupante, n'existe pas en Palestine, sauf dans et pour les zones occupées par les colons juifs. Tout est encore à faire et les estimations des ONG portent à trois milliards de dollars les investissements structurels nécessaires pour faire tourner l'économie palestinienne. Le budget annuel de l'administration civile est de 800 millions de shekels par année. Il est vraisemblable que seuls 600 millions sont dépensés et on ne connaît au juste les dépenses couvertes par ce budget (part des dépenses militaires?). L'administration israélienne cherche donc maintenant en vitesse des projets rapidement exécutables. Il n'y a cependant ni canaux institués ni structures palestiniennes établies. Le système est donc inefficace, sans contrôle réel, pas créateur d'emploi, pas orienté vers l'auto-suffisance. C'est de l'improvisation dénoncée même par ceux à qui, comme certains hôpitaux, il a été proposé

de bénéficier de cette manne. Les israéliens se plaignent de la désorganisation des palestiniens, du manque de planification de leurs programmes, de leur absence d'esprit d'initiative. Ils paraissent étonnés d'un désordre qu'ils ont savamment contribué à créer pendant 25 ans et surtout stigmatisent l'incapacité des palestiniens à saisir cette "chance inattendue" que représente de la fermeture des territoires pour créer leur propre auto-suffisance, enfin déconnectée des attraits de l'économie israélienne. On croit rêver.

Aspect positif cependant de cette situation, les israéliens admettent enfin un certain nombre de distorsions économique qu'ils devront corriger.

Mentionnons-en quelques-unes:

- l'assurance nationale financée à la source sur les revenus ne profite pas aux palestiniens. C'est 1 milliard de shekels par année qui leur sont pris.
- la TVA sur les biens achetés par les palestiniens rapporte annuellement 250 mio. de shekels à Israël.
- La taxe sur l'essence utilisée par les palestiniens: 102 mio. de shekels en 1992
- les taxes à l'importation en 1992: 92 mio. de shekels pour les voitures seulement, 32 mio. pour les machines etc.

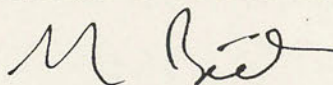
On comprend mieux pourquoi Israël n'était pas pressée de se libérer du fardeau des territoires. Les sécurités physique et économique sont, inscrites en toute lettre dans la loi, les deux lignes impérativement directrices de la gestion politique intérieure et extérieure d'Israël.

- 7 -

5. Conclusions

La fermeture des territoires occupés est annoncée comme définitive. Elle a comme seul mérite de clarifier une situation auparavant ambiguë, qui laissait encore une part d'espoir et de rêve aux palestiniens. Ceux-ci doivent maintenant faire face, immédiatement, à un appauvrissement qui pourrait devenir grave et, à terme, à la mise en place de structures économiques et sociales capables de fonctionner. La communauté internationale n'a pas d'autre choix que d'aider à forcer un accord politique entre les parties pour pouvoir enfin coopérer économiquement, et sur une large base, avec les palestiniens.


LE CHARGE D'AFFAIRES DE SUISSE



J.-D. Biéler

Annexes mentionnées

Copies:

- Secrétaire d'Etat Kellenberger (pour sa visite en Israël)
- Div. pol. II 
- Secrétariat politique
- OFAEE, Service Israël
- Ambassades Damas, Le Caire, Amman, Washington,
- MP Vienne, Genève, New York